

Des voix: Bravo!

M. Turner (Vancouver Quadra): Nous avons prévenu les Canadiens que les Américains ne céderaient pas les recours commerciaux qu'ils ont maintenant. Nous avons dit aux agriculteurs canadiens que les Américains continueraient de dresser des embûches contre les exportations de produits agricoles canadiens en invoquant les mêmes lois qu'ils ont toujours eues parce que ces lois ne sont pas exclues de l'Accord de libre-échange. Elles y sont incorporées. Les Américains ont les mêmes recours contre nous qu'ils ont toujours eus.

Le gouvernement du Canada ne l'admettra pas, mais les agriculteurs canadiens savent maintenant qui disait la vérité. C'est le Parti libéral qui disait la vérité aux agriculteurs canadiens!

Mes collègues, et notamment notre critique de l'agriculture, le député d'Algoma, donneront plus de détails au sujet des effets dévastateurs que l'action du gouvernement a eus sur le Canada rural, non seulement par suite de l'Accord de libre-échange, mais aussi à cause de la politique et des efforts constants visant à détruire les petites localités rurales du Canada, de la réduction des services de VIA Rail et d'Air Canada, de la privatisation de cette compagnie et des menaces qui pèsent sur les Postes et sur la radiodiffusion publique. Petit à petit, notre pays est en train de se dédoubler: il y a le Canada des riches avec ses grandes villes, et le Canada des pauvres et des agriculteurs qu'on néglige, avec ses petites localités.

Mettons de côté tous les détails, les programmes de commercialisation compliqués, les formules complexes de droits de douane, le contingentement et les décisions du GATT, et examinons simplement ce qui arrive aux agriculteurs canadiens. Ces agriculteurs font pousser le blé dont nous avons besoin pour nous nourrir et pour nourrir un monde affamé, ils font pousser nos légumes, élèvent notre bétail, nos cochons et nos poulets. Ils n'ont jamais mené une vie facile. Ils travaillent 24 heures sur 24 et doivent faire face à d'innombrables imprévus, le plus souvent dus à la nature. Cependant, le gouvernement leur rend la vie de plus en plus difficile et, de ce fait, leurs fils et leurs filles quittent les campagnes. Nous sommes menacés de perdre toute une génération d'agriculteurs. Je tiens à dire que ce serait une catastrophe pour le pays.

Le principal objet de la motion que nous avons présentée ce matin est le suivant. Il est temps pour le gouvernement de dire la vérité aux agriculteurs canadiens. Il est temps qu'il cesse de prétendre que l'Accord de libre-échange va leur profiter et qu'il reconnaisse qu'il a commis l'erreur du siècle dans le domaine agricole. Il est

Les crédits

temps que le gouvernement comprenne que les familles d'agriculteurs vivent des temps extrêmement difficiles au Canada, que sa politique actuelle contribue, non à la solution, mais au problème lui-même et que son action va faire disparaître la vie rurale au Canada. Voilà ce que nous avons à dire aux Canadiens, par votre intermédiaire, monsieur le Président. Il faut que cela s'arrête ou notre pays cessera d'être le Canada que nous connaissons. Nous dépendrons d'autres nations, particulièrement des États-Unis, pour notre nourriture et, à mon sens, ce serait là une perte de souveraineté aussi grave que n'importe quel aspect de l'Accord de libre-échange.

Des voix: Bravo!

Le président suppléant (M. Paproski): Le paragraphe 81(2) du Règlement prévoit une période de 10 minutes pour les questions et les observations. Y a-t-il des questions ou des observations?

Débat. Le député de Saskatoon—Humboldt a la parole.

M. Stan J. Hovdebo (Saskatoon—Humboldt): Monsieur le Président, quand j'ai examiné cette motion ce matin, je me suis presque persuadé que le ministre de l'Agriculture, qui a pris la parole à Calgary vendredi, serait notre premier orateur parce que dans ce discours il a signalé les inconvénients de l'Accord du libre-échange et les problèmes que nous nous sommes créés par cet accord.

Une des grandes difficultés qui se posent quand on s'occupe des crises agricoles, c'est la tendance à s'occuper de chaque désastre, de chaque préoccupation et de chaque problème agricoles isolément, de ne pas tenir compte des autres difficultés pour la période considérée. C'est ainsi que les députés conservateurs abordent le problème agricole et notre agriculture. Ils s'occupent de chaque partie isolément, ils ne tiennent pas compte de l'effet cumulatif de leurs actes et de leurs politiques sur la collectivité agricole.

Certains désastres comme l'Accord de libre-échange ont été provoqués par le gouvernement conservateur, mais beaucoup d'autres choses qui ont fini par se révéler désastreuses sont le résultat de changements ou de retouches de politiques qui donnent au marché l'avantage dans chaque situation où l'agriculteur canadien doit traiter avec ce marché. À une certaine époque le gouvernement avait pour politique de faire en sorte que l'agriculture dispose d'une sécurité suffisante, que les agriculteurs disposent d'une certaine sécurité grâce à laquelle ils pouvaient compter survivre à presque toutes les circonstances.